
OPERATION n° 2025DPIGEM818
REMPLACEMENT D'UNE PORTE DE GARAGE

Lot 01 unique : Menuiseries extérieures
Acte d'Engagement / RC / CCAP

1 GENERALITES

1.1 DATE DE LA CONSULTATION

Consultation lancée le 27/02/2025

MAITRISE D'OUVRAGE : UNIVERSITE DE LORRAINE – Direction du Patrimoine Immobilier

Dossier suivi par Mélissa DUC

1.2 LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Suivant CARNET GRAPHIQUE pour localisation exacte :
Université de Lorraine - Site ARTEM
88 rue du Sergent Blandan
54000 Nancy

1.3 OBJET DU MARCHE

Le présent cahier traite le remplacement d'une porte de garage, sur le site universitaire ARTEM, sis rue Blandan à Nancy (54000).

1.4 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

La visite préalable du site est obligatoire pour participer à la consultation.

Pour convenir d'un rendez-vous, veuillez contacter obligatoirement :

Monsieur Laurent Payre

Gestionnaire du site

Tél. : 03 72 74 15 00

Portable : 06 61 13 51 63

E-mail : laurent.payre@univ-lorraine.fr

À l'issue de la visite, une attestation fournie par le responsable du site devra être complétée.

1.5 PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Assistance à la maîtrise d'ouvrage : SO

Contrôleur Technique : SO

Coordinateur Sécurité et protection de la santé : SO

Établissement d'un plan de prévention à réaliser avec le gestionnaire de site

2 OFFRE - ACTE D'ENGAGEMENT

2.1 LE CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG - Travaux et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M

Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ²

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET
Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M
Agissant en qualité de

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

S'engage, au nom des membres du groupement ², sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

2.2 PRIX

Les prix sont fermes et non actualisables. Les quantités sont données à titre indicatif. Le métré sera supposé vérifié et accepté par le titulaire du marché. Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le choix de l'offre de base ou de la variante sera porté à la connaissance du candidat lors de la notification du marché.

Pour les travaux prévus :

Lot	Désignation	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
01	Menuiserie extérieure : Offre de base			
01	Menuiserie extérieure : Variante			
Soit en toutes lettres TTC				

2.3 DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'objet principal du lot ne peut pas être sous-traité par le titulaire du marché sans la validation par le maître d'ouvrage. Les sous-traitants déclarés avant la fin de la période de préparation et présentant des pièces conformes à la candidature initiale du marché seront autorisés.

Le présent marché :

- ☐ Fait appel à la sous-traitance
- ☐ Ne fait pas appel à la sous-traitance

Le montant total des prestations envisagées à sous-traiter conformément à la déclaration de sous-traitance

DC4 est de :

Montant hors taxe :Euros

TVA (Taux de%) :Euros

Montant TTC :Euros

Soit en lettres :

.....

2.4 DUREE DES TRAVAUX

Durée proposée par le candidat :jours calendaires hors période de préparation

2.5 PERIODE DE PREPARATION (dérogation CCAG travaux)

La période de préparation est fixée à **3 semaines** calendaires, à titre indicatif selon les délais de commande et de fabrications.

2.6 DELAIS D'INTERVENTION

Période de démarrage prévisionnelle : Avril 2025

Date de démarrage proposée par le candidat :

Les périodes d'intervention seront fixées et pourront être réajustés selon le délai d'approvisionnement des matériaux et sous réserve de justificatifs fournis par le titulaire.

2.7 GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

2.8 AVANCE

Aucune avance n'est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est inférieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est inférieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

2.9 PAIEMENT

La personne publique contractante se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants (et **joindre RIB** à l'offre):

Ouvert au nom de : _____

Pour les prestations suivantes : _____

Établissement : _____

Numéro de compte : _____

Clé : _____

Code banque : _____

Code guichet : _____

3 REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

3.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

1. Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) Qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre 2020,
 - b) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324- 10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail
 - c) Qu'il n'entre pas dans d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 ou 7 à 10 du Code de la Commande Publique.
2. Copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire (si le redressement n'est pas un cas d'exclusion)

3. Attestations d'assurance
4. Une habilitation du représentant légal de l'entreprise autorisant la signature du marché par une personne tierce, au cas où il ne signerait pas lui-même
5. Attestations justifiant des qualifications professionnelles ou / et des acquis professionnels
6. Un dossier de références pour des réalisations sur des projets similaires au cours des trois dernières années (indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé). L'ensemble de ces pièces devra être rédigé en langue française, à l'exception des documents émanant des administrations étrangères qui devront être traduits.
7. Le certificat de visite dûment complété et signé

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

NOTA : l'attention des concurrents est attirée sur le fait que : Dans le cas où des pièces manqueraient, le maître d'ouvrage pourra décider de demander un complément dans un délai raisonnable au candidat ou de déclarer irrecevable la candidature selon la nature des pièces manquantes ;

3.2 PRÉSENTATION DES OFFRES

1. Le présent document unique de marché (AE/RC/CCAP) dûment complété, établi en un seul exemplaire qui sera : signé au format électronique et cacheté aux emplacements correspondants par un représentant légal de l'entreprise.
2. Le document CDPGF dûment complété et signé au format électronique et PDF (non verrouillé).
3. Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux et décrivant (liste non exhaustive et suivant critères techniques) :
 - la méthodologie d'intervention
 - un planning prévisionnel signé et complété
 - les moyens en personnel et matériels mis à disposition pour le chantier
 - la provenance et le délai d'approvisionnement des principales fournitures
4. Les documents et fiches techniques des éléments décrits dans le CCTP.

Nota : Les candidats sont informés que l'unité monétaire est l'euro. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Tout document nécessitant une signature, doit être signé sous format électronique.

3.3 TRANSMISSION DES OFFRES

Offre à remettre par dépôt sur le site PLACE – Plate-forme des achats de l'État

<i>Date limite de réception des offres – 27 mars 2025 à 18h00</i>
--

Le délai de validité des offres est fixé à **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Pour tout renseignement d'ordre technique ou administratif, posez vos questions sur l'espace dédié de la plateforme **PLACE**.

3.4 CRITERES DE CHOIX (le choix sera réalisé sur l'offre de base)

Critère prix (sur offre de base)	40,00%
Critères techniques : (à présenter dans le mémoire technique justificatif) <ul style="list-style-type: none">• Moyens humain et matériels affectés à l'opération• Compétence technique / expérience / références professionnelles / qualifications certifiées (CV)• Notice de maintenance et d'entretien des deux variantes.• Note méthodologique d'intervention• Fiches techniques des produits, dont qualités des matériaux (Durabilité, sollicitations mécaniques, durée de garantie, etc)	40,00%
Critères de délais : <ul style="list-style-type: none">• Respect ou optimisation des délais d'intervention avec réalisation d'un planning prévisionnel (2.6 de l'AE)	10,00%
Critères environnementaux <ul style="list-style-type: none">• Démarche de recyclage des matériaux• Produits fabriqués en France	10,00%

4 CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCAP)

4.1 INFORMATIONS GENERALES

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire ainsi que les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage s'ils sont indiqués dans le marché.

4.2 PIECES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations prévalent dans cet ordre de priorité :

- 2025DPIGEM818 ARTEM Porte garage - RC-AE-CCAP (remplie et signé)
- Le CCAG Travaux
- 2025DPIGEM818 ARTEM Porte garage - CDGPF (remplie et signé) Base + Variante
- Le plan de prévention
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4 le cas échéant
- Compte-rendu de réunion de chantier (CR) et ses annexes
- Le mémoire technique justificatif

4.3 REGISTRE DE CHANTIER

La taille du chantier ne justifie pas la tenue d'un registre de chantier.

4.4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue au CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément au CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.5 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.6 ELEMENTS DE FACTURATION

4.6.1 Facturation des prestations

Le titulaire enverra au Maître d'ouvrage (en désignant expressément la direction support : Direction du Patrimoine Immobilier) ses factures établies selon le modèle imposé via chorus. Le titulaire s'engage à émettre une facture pour chaque bon de commande émis en mentionnant les bâtiments objets de la prestation, conformément au CDPGF. Cette facture devra impérativement être émise dès l'admission du rapport portant achèvement de la ou les prestation(s) concernée(s).

Outre les mentions légales, les factures doivent mentionner :

- La désignation des parties contractantes du Marché (nom du Maître d'Ouvrage, raison sociale, numéro de SIRET ou SIREN et numéro de compte bancaire ou postal du titulaire).
- Le numéro du marché et son intitulé.
- La période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.
- L'adresse du ou des sites facturés.
- Les quantités livrées, détaillées en quantités et prix unitaire HT, compris l'adresse du ou des bâtiment(s) concerné(s) ainsi que son ou ses code(s) ligne BPU, la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font objet de la demande de paiement, la date d'admission de la prestation.
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA et le total TTC en référence du BPU.
- Le cas échéant, le mode de révision ou d'actualisation du prix ainsi que les indices ayant été utilisés.
- La référence aux éventuels avenants.

Chaque facture devra être accompagnée du bon de commande correspondant.

4.6.2 Facturation électronique

Les factures devront être adressées sous forme électronique conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 via la plateforme Chorus Portail Pro par saisie manuelle ou dépôt de PDF/xml à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

L'utilisation du portail électronique nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Par dérogation à l'article 12.6 du CCAG travaux **la facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :**

- Votre numéro de SIRET.
- Le **code service : UL1AVECEJ**
- Le **numéro de SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012**
- Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, lors de la notification (qui commence par (4500 suivi de 6 chiffres).

Les mentions légales d'une facture sont communiquées :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

4.6.3 Délai et modalités de règlement

Le règlement des factures s'effectuera par virement bancaire selon les informations mentionnées à l'article 2.7 de l'acte d'engagement. Le délai de paiement des factures est de 30 jours à compter de la date de la facture par l'Université de Lorraine.

4.7 PENALITES

4.7.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 78,00€ par jour pendant 6 jours, puis 120,00€ par jour au-delà.

4.7.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1000,00€ au titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

4.7.3 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise de documents techniques et administratifs nécessaires en phase préparation	Journalière	78,00€	
Non remise de documents techniques et administratifs nécessaires en phase EXE	Journalière	78,00€	
Non réalisation du nettoyage en fin de chantier	Journalière	78,00€	
Non remise des DOE mis à jour et tous autres documents permettant la réception	Journalière	78,00€	

4.8 CCAG TRAVAUX

Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux) relatif à l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2021 s'applique au présent marché, sauf dérogations citées en 4.1.8 du présent document unique de marché.

4.9 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'article 4.1.2 du présent document déroge à l'article 4 du CCAG travaux *Pièces contractuelles*

L'article 2.2 du présent document déroge à l'article 10 du CCAG travaux *Rémunération du titulaire*

L'article 4.1.6 à 4.1.8 du présent document déroge à l'article 12 du CCAG travaux *Modalités de règlement des comptes*

L'article 4.1.9 du présent document déroge à l'article 19.2 du CCAG travaux *Pénalités de retard et retenues*

L'article 2.5 du présent document déroge à l'article 28.1 du CCAG travaux *Période de préparation*

L'article 4.1.3 du présent document déroge à l'article 28.5 du CCAG TRAVAUX *Registre de chantier*

5 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (DPGF)

Les prestations sont décrites dans les CDPGF joints au DCE.

Les quantités sont données à titre indicatif. Le métré sera supposé vérifié et accepté par le titulaire du marché.

Engagement du candidat : J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

6 SIGNATURE

Fait à	le :	Fait à Nancy, le :
Cachet et signature du Titulaire		Cachet et signature du Maître de l'ouvrage